4° de punten waarvoor een eventuele vrijstelling wordt verleend, kunnen niet hoger zijn dan een vierde van het totaal van de punten van het examen.

Art. 29. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Ze vermelden de vakken van het examen en bevestigen dat de reglementsvoorschriften betreffende de duur van de studie en de openbaarheid van de examens nageleefd werden.

Ze worden ondertekend door de leden van de examencommissie en vermelden dat het examen afgelegd werd op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 30. Een uittreksel uit het register van de uitslagen van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan worden bekomen op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van 250 (tweehonderd vijftig) frank op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 31. De leden van de examencommissie ontvangen als vacatiegeld :

1° 225 frank per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter

2° 200 frank per dag voor de secretaris en de adjunct-secretaris

3° 165 frank per dag voor de leden.

Als de dag meer dan zes uur duurt, wordt elk overuur bezoldigd als volgt :

1° 45 frank voor de voorzitter en de ondervoorzitter

2° 40 frank voor de secretaris en de adjunct-secretaris

3° 30 frank voor de leden.

Art. 32. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, met dien verstande dat hun "administratieve standplaats" de plaats blijft waar zij de betrekking bekleden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Het begrip "administratieve standplaats" is niet van toepassing op de in ruste gestelde leden.

Art. 33. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de handelswetenschappen, van licentiaat in de handels- en financièle wetenschappen, van licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, van licentiaat in de handels- en bestuurswetenschappen, van handelsingenieur, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 17 dat betrekking heeft op het inschrijvingsgeld.

Art. 34. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 35. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 februari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

F. 97 — 1247 [S − C − 97/29159]

3 FEVRIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 43, modifié par le décret du 9 septembre 1996 et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbritage n° 43/96 du 2 juillet 1996;

Vu la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'avis de l'lnspecteur des Finances, donné le 26 avril 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juillet 1996;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communautë française du 2 décembre 1996 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 1996, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Siège et composition du jury*

Article 1er. Il est créé un jury d'enseignement supérieur de la Communauté française chargé de conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte.

Il est constitué de membres ayant interrogé les candidats.

Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury peut également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Le jury est composé :

1° d'un président et d'un vice-président;

2° d'un secrétaire et d'un secrétaire adjoint;

3° des membres.

Art. 3. § 1er. Le président et le vice-président sont choisis parmi le personnel directeur des établissements d'enseignement supérieur organisant l'enseignement de l'architecture, en activité de service ou retraités.

§ 2. Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant universitaire et de l'enseignement supérieur en activité de service ou retraités.

Ils sont choisis pour moitié dans le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié dans le personnel de l'enseignement libre.

§ 3. Le secrétaire et le secrétaire adjoint sont choisis de préférence parmi les membres et sur proposition du président. Lorsqu'ils ne sont pas choisis parmi les membres du jury, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont voix consultative.

Art. 4. Les président, vice-président, secrétaire, secrétaire adjoint et membres sont nommés pour une période de deux ans par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du jury*

Art. 5. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre, par le vice-président et, en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 6. Le secrétaire convoque les candidats, tient les écritures et les procès verbaux.

En cas d'absence du secrétaire, celui-ci est remplacé par le secrétaire adjoint.

Art. 7. Le jury délibère, par année d'études et à huis clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou le vice-président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres est requise pour délibérer.

Si le quorum requis n'est pas atteint à la première réunion, celui-ci délibère valablement à la seconde réunion lorsqu'au moins 25 % de ses membres sont présents.

Toutefois, le nombre minimal de membres présents ne pourra en aucun cas être inférieur à cinq, président compris.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à une quelconque décision, lorsque le candidat est son conjoint, un parent ou un allié jusque et y compris le quatrième degré.

Si le président se trouve dans le cas visé à l'alinéa 1er, il est remplacé, en premier ordre, par le vice-président et, en second ordre, par le membre présent le plus agé.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Ils sont signés par le président, le secretaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres de présences.

Ces archives sont conservées par la Direction générale de l'Enseignement supérieur.

CHAPITRE III. — *Organisation des examens*

Section 1re. — Sessions d'examens et conditions d'admission

Art. 10. Une session d'examen a lieu annuellement, l'examen étant l'ensemble des épreuves d'une même année d'études, l'épreuve étant l'opération de vérification des connaissances pour une matière déterminée.

Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session.

Art. 11. Toute personne peut se présenter aux examens, sans distinction du lieu où elle a étudié.

Art. 12. Nul n'est admis au premier examen du grade de candidat en architecture s'il ne remplit les conditions requises pour l'admission dans l'enseignement supérieur de type long et de plein exercice.

Nul n'est admis au second examen du grade de candidat en architecture s'il n'est porteur d'un certificat constatant, que, depuis une année académique au moins, il a réussi le premier examen de ce grade.

Nul n'est admis au premier examen du grade d'architecte s'il n'est porteur du diplôme de candidat en architecture depuis une année académique au moins.

Nul n'est admis au deuxième examen du grade d'architecte s'il ne justifie par certificat qu'il a réussi, depuis une année académique au moins, le premier examen de ce grade.

Nul n'est admis au troisième examen du grade d'architecte, s'il n'est porteur d'un certificat constatant que, depuis une année académique au moins, il a réussi le deuxième examen de ce grade.

Les candidats ajournés par un Institut supérieur d'architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent plus se présenter au cours de la même session devant le jury de la Communauté française.

Les candidats refusés par un Institut supérieur d'architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année académique devant le jury de la Communauté française.

Art. 13. Nul n'est autorisé à s'inscrire à plus de quatre reprises aux épreuves d'un même examen du jury. Toutefois le Ministre ou son délégué peut, sur avis favorable du jury restreint tel que défini à l'article 24, alinéa 3, autoriser une inscription supplémentaire lorsque les circonstances exceptionnelles invoquées le justifient.

Section 2. — Inscriptions

Art. 14. Un appel aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. Les périodes d'inscription y sont précisées.

Art. 15. Les demandes d'inscription sont adressées par écrit et sous pli recommandé au Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Aucune demande d'inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 16. Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée à la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de Recherche scientifique.

Art. 17. Lors de l'inscription, les candidats doivent fournir les documents ou renseignements suivants :

1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

2° un extrait d'acte de naissance;

3° l'original de la preuve de paiement du droit d'inscription tel que prévu à l'article 17 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte.

4° l'indication du programme d'un institut supérieur d'architecture, organisé ou subventionné par la Communauté française, sur lequel le candidat désire être interrogé;

5° l'indication précise de l'année d'études et les options éventuelles sur lesquelles porte l'examen;

6° pour l'inscription à l'examen final du grade d'architecte, le sujet du mémoire qu'ils souhaitent défendre accompagné d'un court descriptif;

7° pour l'inscription au premier examen de candidature, la copie certifiée conforme à l'original du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1er ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la déliberation concernant le candidat ne peut avoir lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués, conformément aux articles 9 et 10 des lois sur la collation de grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnés le 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger.

Pour le candidat aux examens des années suivantes, la copie certifiée conforme à l'original du certificat attestant qu'il a subi avec succès l'examen sur les matières de l'année d'études antérieure;

8° la copie d'une pièce d'identité.

Lors du passage de la première épreuve, la présentation du document original est exigée et, pour les candidats de nationalité étrangère, l'original du visa ou du permis de séjour, en ordre de validité.

Section 3. — Matières de l'examen

Art. 18. Les matières de l'examen sont celles figurant au programme de l'année académique en cours dans les instituts supérieurs d'architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, choisi par le candidat, à l'exception de l'épreuve du projet d'architecture, conformément aux dispositions des articles 20 et 21.

Section 4. — Déroulement des épreuves

Art. 19. Le président ouvre et clôture les sessions, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et prend toutes dispositions utiles au déroulement des épreuves.

Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 20. Les matières donnant lieu à une épreuve écrite ou à une épreuve orale sont fixées par le Président.

Les épreuves théoriques et pratiques ont lieu dans l'institut dont le programme a été choisi par le candidat.

Art. 21. Le projet d'architecture fait l'objet d'une épreuve unique, commune à tous les candidats de la même année d'études.

Pendant l'épreuve, les candidats sont surveillés par des membres du jury désignés par le président.

Les mémoires, projets ou travaux de fin d'études font l'objet d'une présentation et d'une défense publique devant un jury paritaire commun à tous les candidats.

Art. 22. Les épreuves orales sont publiques.

Art. 23. Le jury refuse immédiatement le candidat convaincu de fraude.

Section 5. — Sanction des examens

Art. 24. Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Ce procès-verbal mentionne le mérite du candidat, il atteste que les prescriptions réglementaires quant à la publicité de l'examen et à la durée des études ont été observées.

Il en est donné lecture publiquement.

En cas de contestation relative à une erreur rnatérielle, le président ou son délégué, saisi dans un délai maximum de quatre jours ouvrables après la proclamation publique des résultats, réunit un jury restreint composé du président, du secrétaire et de deux membres du jury de délibération, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre

Ce jury restreint statue sur le cas litigieux dans un délai de quarante-huit heures.

Art. 25. § 1er. Les candidats qui n'ont pas répondu de manière satisfaisante sont refusés et ne peuvent se représenter qu'après l'expiration d'une année académique.

§ 2. Le candidat qui, régulièrement inscrit à une session d'examen, ne présente pas l'ensemble des épreuves dont il n'est pas dispensé, est refusé.

Si, toutefois, il invoque, un motif d'empêchement que le jury juge légitime, il est excusé et assimilé aux candidats refusés.

Art. 26. Sous réserve de l'alinéa 2, pour réussir l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, le candidat doit obtenir la moitié des points dans chaque branche et, respectivement, les soixante, septante, quatre-vingts et nonante pour cent des points.

Le jury délibère collégialement et souverainement sur la réussite ou le refus des autres candidats ainsi que sur l'attribution des mentions.

Pour la détermination des résultats de l'examen, le jury fixe un coefficient de pondération aux résultats de chaque épreuve. Ces coefficients sont communiqués avant le début de la session.

Art. 27. § 1er. En cas de réussite en Belgique ou à l'étranger d'une ou plusieurs années d'études d'enseignement supérieur, des dispenses d'épreuves peuvent être accordées par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué, après avis de l'lnspection de l'Enseignement supérieur.

§ 2. Le jury peut dispenser de certaines épreuves le candidat qui, ayant échoué au jury, s'y réinscrit l'année suivante pour y présenter la même année d'études, dans les limites et conditions énoncées ci-après :

1° le candidat doit avoir présenté au moins une session complète, sauf dispenses accordées pour certaines épreuves et avoir obtenu au moins 50 % du total des points;

2° le candidat doit présenter le même programme;

3° les notes obtenues pour les épreuves faisant l'objet d'une dispense doivent être égales à 12/20 au moins;

4° le candidat ne peut être dispensé ni de l'épreuve du projet d'architecture ni du mémoire de fin d'études.

Art. 28. Les diplômes sont rédigés de la manière fixée par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Ils mentionnent les matières qui ont fait l'objet de l'examen et attestent que les prescriptions réglementaires quant à la durée des études et à la publicité de l'examen ont été observées.

Ils sont signés par les membres du jury et attestent que le candidat a subi l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 29. Un extrait du registre des délibérations confirmant qu'un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé d'un versement de 250 (deux cent cinquante) francs au compte du Comptable des Recettes du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 30. Les membres du jury reçoivent une indemnité de vacation fixée comme suit :

1° le président et le vice-président : 225 francs par jour

2° le secrétaire et le secrétaire adjoint : 200 francs par jour

3° les membres : 165 francs par jour.

Si la journée dépasse six heures, l'heure supplémentaire est rémunérée de la manière suivante :

1° pour le président et le vice-président : 45 francs

2° pour le secrétaire et le secrétaire adjoint : 40 francs

3° pour les membres : 30 francs.

Art. 31. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, au secrétaire, au secrétaire adjoint et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur « résidence administrative » reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 3 du présent arrêté et qu'ils sont réputés classés dans le rang 14.

La notion de résidence administrative ne s'applique pas aux membres retraités.

Art. 32. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 mai 1991 instituant un jury de la Communauté française pour conférer les grades de candidat en architecture et d'architecte est abrogé à l'exception de l'article 17 qui vise le droit d'inscription.

Art. 33. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1997.

Art. 34. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 février 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

VERTALING

N. 97 — 1247 [S − C − 97/29159]

3 FEBRUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 43, gewijzigd bij het decreet van 9 september 1996 en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof nr. 43/96 van 2 juli 1996;

Gelet op de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financièn, gegeven op 26 april 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juli 1996;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 over de aanvraag om advies binnen de termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 december 1996, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Zetel en samenstelling van de examencommissie*

Artikel 1. Er wordt een examencommissie voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect.

Zij wordt samengesteld uit leden die de examinandi hebben ondervraagd.

De zetel van de examencommissie is gevestigd in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. De examencommissie kan eveneens examens buiten dat arrondissement organiseren, in geval van noodzaak.

Art. 2. De examencommissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter en een ondervoorzitter;

2° een secretaris en een adjunct-secretaris;

3° leden.

Art. 3. § 1. De voorzitter en de ondervoorzitter worden gekozen uit de leden van het bestuurspersoneel van de het architectuuronderwijs organiserende inrichtingen voor hoger onderwijs die in actieve dienst zijn of in ruste gesteld zijn.

§ 2. De leden worden gekozen uit de leden van het universitair onderwijzend personeel en van het hoger onderwijs die in actieve dienst zijn of in ruste gesteld zijn.

Zij worden voor de helft gekozen uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de helft uit het personeel van het vrij onderwijs.

§ 3. De secretaris en de adjunct-secretaris worden bij voorkeur onder de leden gekozen, op de voordracht van de voorzitter. Wanneer zij niet onder de leden van de examencommissie worden gekozen, hebben de secretaris en de adjunct-secretaris een raadgevende stem.

Art. 4. De voorzitter, ondervoorzitter, secretaris, adjunct-secretaris en leden worden voor een periode van twee jaar benoemd door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de examencommissie*

Art. 5. De voorzitter zorgt voor de regelmatigheid van de examens en zit de beraadslaging voor.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, wordt deze in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid vervangen.

Art. 6. De secretaris roept de examinandi op, houdt de geschriften en de processen-verbaal bij.

Bij afwezigheid van de secretaris wordt deze door de adjunct-secretaris vervangen.

Art. 7. De examencommissie beraadslaagt per studiejaar, met gesloten deuren, over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste vijf leden.

De aanwezigheid van de meerderheid van de leden is vereist om te kunnen beraadslagen en beslissen.

Is het vereiste quorum bij de eerste vergadering van de examencommissie niet bereikt, dan beraadslaagt en beslist deze bij de tweede vergadering geldig indien ten minste 25% van haar leden aanwezig is.

Het minimumaantal aanwezige leden mag echter geenszins lager zijn dan vijf, de voorzitter inbegrepen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden getroffen. Bij staking van stemmen, is die van de voorzitter beslissend.

Art. 8. Geen lid van de examencommissie mag het examen afnemen, of aan de beraadslaging deelnemen, noch tot enige beslissing bijdragen betreffende een examinandus van wie hij echtgenoot, bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad is.

Bevindt de voorzitter zich in het in lid 1 bedoelde geval, wordt hij in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid vervangen.

Art. 9. De notulen van de zittingen worden in een register ingeschreven. Zij worden door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden ondertekend. De notulenregisters gelden tevens als presentie-registers.

Dat archief wordt door de Algemene Directie Hoger Onderwijs bewaard.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie van de examens*

Afdeling 1. - Examenzittijden en toelatingsvoorwaarden

Art. 10. Er is jaarlijks één examenzittijd; het examen is het geheel van de examengedeelten van eenzelfde studiejaar; het examengedeelte heeft tot doel de kennis in een bepaald vak te controleren.

De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, of diens gemachtigde, stelt de datums en de gedetailleerde volgorde voor elke zittijd vast.

Art. 11. Eenieder kan zich voor het examen aanmelden, ongeacht de plaats waar hij gestudeerd heeft.

Art. 12. Niemand wordt tot het eerste examen voor de graad van kandidaat-architect toegelaten, als hij de voorwaarden niet vervult om toegang te hebben tot het hoger onderwijs van het lange type met volledig leerplan.

Niemand wordt tot het tweede examen voor de graad van kandidaat-architect toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor het eerste examen voor die graad geslaagd is.

Niemand wordt tot het eerste examen voor de graad van architect toegelaten, als hij geen houder is van het diploma van kandidaat-architect sedert ten minste een academiejaar.

Niemand wordt tot het tweede examen voor de graad van architect toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor het eerste examen voor deze graad geslaagd is.

Niemand wordt tot het derde examen voor de graad van architect toegelaten, als hij geen getuigschrift kan voorleggen waaruit blijkt dat hij sedert ten minste een academiejaar voor het tweede examen voor deze graad geslaagd is.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd Hoger Architectuurinstituut verdaagde examinandi kunnen zich niet meer tijdens dezelfde zittijd aanmelden voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

De door een door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd Hoger Architectuurinstituut afgewezen examinandi kunnen zich pas na één academiejaar voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap opnieuw aanmelden.

Art. 13. Niemand mag zich meer dan viermaal voor de examengedeelten van hetzelfde examen van de examencommissie laten inschrijven. De Minister, of zijn gemachtigde, kan echter, na gunstig advies van de beperkte examencommissie zoals bepaald in artikel 24, lid 3, een bijkomende inschrijving toelaten, wanneer de ingeroepen buitengewone omstandigheden dit rechtvaardigen.

Afdeling 2. — Inschrijvingen

Art. 14. Jaarlijks wordt een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De inschrijvingstermijnen zijn daarin vermeld.

Art. 15. De inschrijvingsaanvragen worden schriftelijk en aangetekend gezonden aan de directeur-generaal van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Buiten de gestelde termijn wordt geen inschrijvingsaanvraag aanvaard.

Art. 16. De inschrijvingsformulieren worden bezorgd op eenvoudige aanvraag, gericht aan de Algemene Directie Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 17. Bij de inschrijving moeten de examinandi de volgende stukken overleggen of de volgende gegevens vermelden :

1° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;

2° een uittreksel uit de akte van geboorte;

3° het origineel van het bewijs van betaling van het inschrijvingsgeld bedoeld bij artikel 17 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect;

4° de vermelding van het programma van een hoger architectuurinstituut, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, waarover de examinandus wenst ondervraagd te worden;

5° de juiste vermelding van het studiejaar en de eventuele keuzevakken waarover het examen zou worden afgelegd;

6° voor de inschrijving voor het eindexamen voor de graad van architect, het onderwerp van de scriptie die zij wensen te verdedigen, samen met een korte beschrijving;

7° voor de inschrijving voor het eerste examen van de kandidatuur, het met het origineel voor eensluidend verklaard afschrift van het of van de bij artikel 12, lid 1, bedoelde bekwaamheidsbewijs(zen) of, bij ontstentenis daarvan, van een of meer voorlopige attesten, met dien verstande dat de beraadslaging betreffende de examinandus pas plaats zal vinden na overlegging van het (de) bekwaamheidsbewijs(zen), behoorlijk gehomologeerd overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van de wetten op het toekennen van de academische graden en en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, of van het officieel attest van gelijkwaardigheid van het in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijs of de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de examinandus van de examens van de volgende jaren, het met het origineel voor eensluidend verklaard afschrift van het attest waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het examen over de leerstof van het vorige studiejaar;

8° het afschrift van een identiteitsstuk.

Bij het afleggen van het eerste examengedeelte, is het overleggen van het origineel stuk vereist, en, voor de examinandi van buitenlandse nationaliteit, het origineel van de geldig verklaarde verblijfsvisa of -vergunning.

Afdeling 3. — Examenstof

Art. 18. De stof van het examen is de leerstof van het programma van het lopende academiejaar in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogere architectuurinstituten, door de examinandus gekozen, met uitzondering van het examengedeelte betreffende het architectuurprojekt, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 20 en 21.

Afdeling 4. — Verloop van de examengedeelten

Art. 19. De voorzitter opent en sluit de zittijd, bepaalt de regeling van de werkzaamheden, roept de leden bijeen en treft alle maatregelen voor het verloop van de examengedeelten.

De voorzitter kan de leden laten bijeenroepen door de secretaris.

Art. 20. De voorzitter bepaalt de vakken waarover het examengedeelte schriftelijk of mondeling wordt afgenomen.

De theoretische en praktische examengedeelten vinden plaats in het instituut waarvan het programma door de examinandus werd gekozen.

Art. 21. Voor het architectuurprojekt wordt een enkel examengedeelte afgenomen, dat hetzelfde is voor alle examinandi van hetzelfde studiejaar.

Bij het afleggen van het examengedeelte staan de examinandi onder toezicht van de leden van de examencommissie die door de voorzitter aangewezen werden.

De scripties, projekten of werken aan het einde van de studie worden in het openbaar voorgesteld en verdedigd voor een paritaire examencommissie die dezelfde is voor alle examinandi.

Art. 22. De mondelinge examengedeelten worden in het openbaar afgenomen.

Art. 23. Bij vastgesteld bedrog wordt de examinandus door de examencommissie onmiddellijk afgewezen.

Afdeling 5. — Bekrachtiging van de examens

Art. 24. Er wordt een proces-verbaal van de uitslag van de beraadslaging opgemaakt, met vermelding van de graad van de verdienste van de examinandus. Het bevestigt dat de reglementsbepalingen betreffende de openbaarheid van het examen en de studieduur nageleefd werden.

Het wordt in het openbaar voorgelezen.

In geval van betwisting betreffende een materiële vergissing moet de voorzitter of zijn gemachtigde daarvan ten hoogste vier werkdagen na de openbare proclamatie van de examenuitslagen in kennis worden gesteld. Hij roept dan een beperkte examencommissie bijeen, bestaande uit de voorzitter, de secretaris en twee leden van de examencommissie die beraadslaagd heeft, met name één lid uit het officieel onderwijs en één lid uit het vrij onderwijs.

Die beperkte examencommissie spreekt zich binnen 48 uur uit over de betwisting.

Art. 25. § 1. Examinandi die niet op voldoende wijze geantwoord hebben, worden afgewezen en mogen zich pas na afloop van een academiejaar opnieuw aanmelden.

§ 2. De examinandus die voor een examenzittijd regelmatig ingeschreven is en niet alle examengedeelten aflegt waarvan hij geen vrijstelling heeft gekregen, wordt afgewezen.

Indien hij evenwel, bij de eerste zittijd, een verhinderingsgrond aanvoert die de examencommissie geldig acht, wordt hij verontschuldigd en gelijkgesteld met de afgewezen examinandi.

Art. 26. Onverminderd lid 2, om voor het examen op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding of met de grootste onderscheiding te slagen, moet de examinandus voor elk vak de helft van de punten behalen en respectief 60, 70, 80 of 90 % van de punten.

De examencommissie beraadslaagt collegiaal en in laatste aanleg over het slagen of het afwijzen van de andere examinandi alsook over het toekennen van de meldingen.

Voor de bepaling van de examenuitslagen, stelt de examencommissie een wegingscoëfficiënt voor de uitslag van elk examengedeelte vast. Die coëfficiënten worden voor het begin van de zittijd medegedeeld.

Art. 27. § 1. Aan de examinandus die in België of in het buitenland geslaagd is voor één of meer jaren hoger onderwijs, kan de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, of zijn gemachtigde, vrijstelling verlenen van examengedeelten, na advies van de Inspectie van het hoger onderwijs.

§ 2. De examencommissie kan vrijstelling van bepaalde examengedeelten verlenen aan de examinandus die gezakt is voor de examencommissie en zich er het jaar daarop opnieuw voor inschrijft om zich voor hetzelfde studiejaar aan te melden, binnen de hierna vermelde perken en onder de hierna vermelde voorwaarden :

1° de examinandus moet zich voor ten minste een volledige zittijd hebben aangemeld, behoudens vrijstelling van bepaalde examengedeelten, en ten minste 50 % van de punten hebben behaald;

2° de examinandus moet zich voor hetzelfde programma aanmelden;

3° de punten behaald voor de examengedeelten waarvoor een aanvraag om vrijstelling wordt ingediend, moeten gelijk zijn aan ten minste 12/20;

4° de examinandus mag geen vrijstelling hebben van het examengedeelte betreffende het architectuurprojekt of van de scriptie.

Art. 28. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Ze vermelden de vakken van het examen en bevestigen dat de reglementsvoorschriften betreffende de duur van de studie en de openbaarheid van de examens nageleefd werden.

Ze worden ondertekend door de leden van de examencommissie en vermelden dat het examen afgelegd werd op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 29. Een uittreksel uit het register van de uitslagen van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan worden bekomen op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van 250 (tweehonderd vijftig) frank op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 30. De leden van de examencommissie ontvangen als vacatiegeld :

1° 225 frank per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter

2° 200 frank per dag voor de secretaris en de adjunct-secretaris

3° 165 frank per dag voor de leden.

Als de dag meer dan zes uur duurt, wordt elk overuur bezoldigd als volgt :

1° 45 frank voor de voorzitter en de ondervoorzitter

2° 40 frank voor de secretaris en de adjunct-secretaris

3° 30 frank voor de leden.

Art. 31. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris, de adjunct-secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, met dien verstande dat hun "administratieve standplaats" de plaats blijft waar zij de betrekking bekleden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Het begrip "administratieve standplaats" is niet van toepassing op de in ruste gestelde leden.

Art. 32. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 mei 1991 tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van de graden van kandidaat in de architectuur en architect, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 17 dat betrekking heeft op het inschrijvingsgeld.

Art. 33. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997.

Art. 34. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 februari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[97/21187]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles

Personnel. — Promotions

Par arrêté royal du 22 mai 1997, M. Nelis, Jan, conseiller adjoint aux Services du Premier Ministre, Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, est promu, par avancement de grade, au grade de conseiller à partir du 1er avril 1997.

Par arrêté royal du 22 mai 1997, M. Van de Walle, Robert, conseiller adjoint aux Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles, est promu, par avancement de grade, au grade de conseiller à partir du 1er avril 1997.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1000 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[97/21187]

Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden

Personeel. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 22 mei 1997 wordt de heer Nelis, Jan, adjunct-adviseur bij de Diensten van de Eerste-Minister, Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, bevorderd door verhoging in graad, tot adviseur, met ingang van 1 april 1997.

Bij koninklijk besluit van 22 mei 1997 wordt de heer Van de Walle, Robert, adjunct-adviseur bij Diensten van de Eerste-Minister, Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden, bevorderd, door verhoging in graad, tot adviseur, met ingang van 1 april 1997.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres : Wetenschapsstraat 33, 1000 Brussel) te worden toegezonden.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[97/342]

Collège des gouverneurs de province. — Désignation

Par arrêté ministériel du 6 mai 1997, M. H. Balthazar, gouverneur de la province de Flandre orientale, est désigné pour exercer du 1er juin au 31 août 1997, la fonction de président du collège des gouverneurs de province institué par l'article 131*bis* de la loi provinciale, en remplacement de M. O. Vanneste, gouverneur de la province de Flandre occidentale, dont il achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[97/342]

College van provinciegouverneurs. — Aanwijzing

Bij ministerieel besluit van 6 mei 1997, wordt de heer H. Balthazar, gouverneur van de provincie Oost-Vlaanderen, aangewezen om met ingang van 1 juni tot en met 31 augustus 1997 de functie uit te oefenen van voorzitter van het college van provinciegouverneurs, ingesteld bij artikel 131*bis* van de provinciewet, ter vervanging van de heer O. Vanneste, gouverneur van de provincie West-Vlaanderen, wiens mandaat hij zal beëindigen.